

DOCUMENT DE TRAVAIL N°33

L'intégration transfrontalière génère-t-elle de la convergence économique et sociale au sein du Grand Luxembourg ?

Résumé exécutif



Sarah Pinel

Novembre 2025

idea

IDEA a pour ambition de penser un avenir durable pour le Luxembourg

Notre think tank s'est donné pour mission de susciter et d'alimenter un débat public de qualité par des propositions constructives pour répondre aux défis socioéconomiques d'envergure dans le cadre d'une démarche globale s'appuyant sur les trois piliers de son action : identifier les grands défis, produire des connaissances et des idées nouvelles, alimenter et participer au débat public.

À propos de l'auteure :

Ce Document de Travail a été réalisé par **Sarah Pinel**, étudiante en Master de Macroéconomie et Politiques européennes de l'Université de Strasbourg, dans le cadre de son stage chez IDEA entre avril et septembre 2025.

Coordination :

Vincent Hein, Directeur, IDEA.

©Novembre 2025, IDEA a.s.b.l.
www.idea.lu | info@idea.lu



Résumé exécutif

La croissance économique du Luxembourg au cours des dernières décennies s'est en grande partie appuyée sur le recours aux travailleurs frontaliers pour répondre aux besoins considérables du marché du travail pour lequel la main d'oeuvre résidente n'était pas suffisante, ce qui a contribué à une dynamique d'intégration économique et sociale continue entre le Luxembourg et ses régions limitrophes. Ce phénomène a entraîné une interdépendance accrue marquée par une intensification des flux de travailleurs transfrontaliers au cours des quarante dernières années (passant de 16 900 en 1985 à 230 000 en 2025)¹ illustrant la montée en puissance d'une véritable aire fonctionnelle intégrée.

Ce modèle de développement territorial peut être observé à la lumière du concept de métropolisation, un processus combinant à la fois concentration, spécialisation et expansion territoriale. Ce processus conduit à un agrandissement des aires urbaines fonctionnelles qui intègrent progressivement des territoires toujours plus éloignés du centre, tout en restant fonctionnellement connectés à celui-ci par des flux de mobilité quotidienne et par les dynamiques économiques. La métropolisation au-delà des frontières génère à la fois des opportunités et des risques. Les opportunités résident, pour le Luxembourg, dans la mise à disposition d'une nouvelle main d'œuvre pour son marché du travail et dans le renforcement des synergies économiques et institutionnelles. Du côté frontalier, elles se traduisent par un regain démographique, une atténuation du chômage ainsi qu'un apport de pouvoir d'achat. Les risques, en revanche, apparaissent lorsque l'on mobilise le modèle centre-périphérie de Paul Krugman², le centre correspondant dans cette analyse au Grand-Duché de Luxembourg tandis que la périphérie renvoie aux territoires frontaliers. Ce modèle, et les risques qui en découlent, mettent en évidence une spécialisation territoriale et une polarisation fonctionnelle propres aux logiques de métropolisation amplifiées par la frontière administrative. Les risques de ce modèle peuvent freiner la cohésion territoriale et accentuer les divergences de développement des territoires. Ce parallèle entre le modèle centre-périphérie de Krugman et le territoire transfrontalier du Grand Luxembourg, pose la question de savoir si la dynamique d'intégration transfrontalière génère de la convergence ou de la divergence économique et sociale. L'étude porte sur une période récente d'un processus d'intégration (2011-2022) qui s'est déclenché dès la fin des années 1980 avec l'essor de la place financière luxembourgeoise. Néanmoins, cette période correspond à une décennie pendant laquelle ont commencé à émerger la thématique des difficultés que posent le modèle pour les territoires limitrophes

¹ STATEC

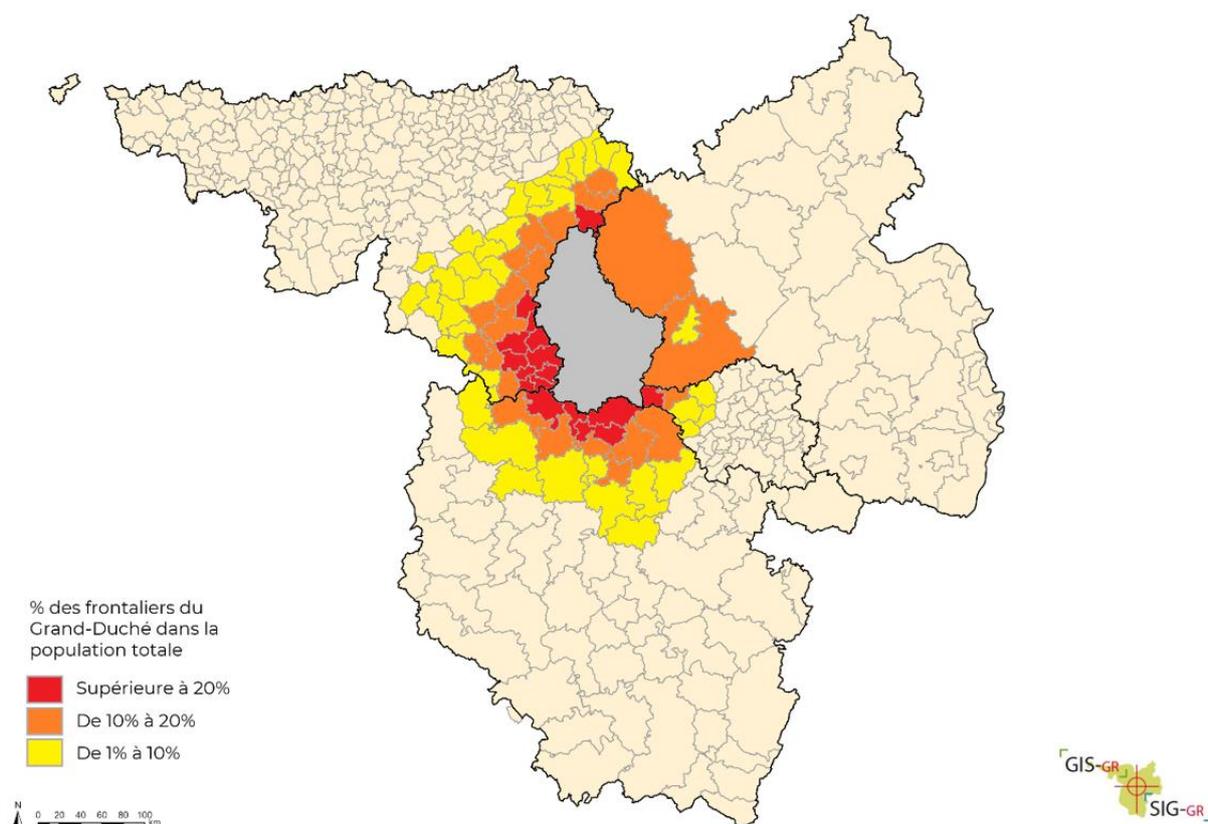
² Le modèle centre-périphérie est présenté par Paul Krugman dans *Geography and Trade* en 1992. Il décrit la tendance des activités économiques à se concentrer dans un espace central bénéficiant d'économies d'agglomération, tandis que les zones périphériques, moins attractives, restent davantage spécialisées dans des fonctions résidentielles.

(disponibilité de main d'œuvre, coût pour les services publics) et pendant laquelle on dénombre une augmentation de 46% des frontaliers (près de 70 000 de plus en 11 ans). Elle mérite dès lors une attention particulière, même si elle ne se substitue pas à une analyse sur une période de plus long terme qui aurait également son utilité.

Pour analyser ce phénomène, un indicateur est utilisé permettant d'appréhender dans quelle mesure un territoire se caractérise par une fonction à dominante « productive » ou « résidentielle ». Il s'agit du rapport entre l'emploi sur le lieu de travail et la population totale d'un territoire donné. Les évolutions de cet indicateur sont observées au sein du Grand Luxembourg sur un peu plus d'une décennie, mettant en lumière les écarts de spécialisation et leur évolution entre le centre et la périphérie, ainsi qu'entre les différentes composantes de cette périphérie. Notre méthodologie apporte également un éclairage supplémentaire en intégrant des comparaisons avec les données de territoires de la Grande Région ne relevant pas directement de l'influence grand-ducale. Ces territoires constituent un « territoire de contrôle » afin de mettre en relief les données observées dans les espaces concernés par l'intégration transfrontalière et d'évaluer dans quelle mesure le fait d'appartenir au Grand Luxembourg ou non influence les dynamiques de convergence ou de divergence. Cette analyse du rapport emploi/habitant ne constitue toutefois qu'une première étape dans un travail de recherche plus large visant à mieux connaître les effets de l'intégration transfrontalière. L'indicateur, bien que partiel, demeure pertinent pour mettre en évidence la manière dont s'opère la polarisation entre centre et périphérie, notamment en termes de spécialisation territoriale distinguant les espaces à dominante productive des territoires à dominante résidentielle.

Alors que l'intégration a continué à se renforcer entre 2011 et 2022 (+46% de frontaliers), et bien que la croissance démographique ait été spectaculaire au Luxembourg (+26%), on constate toujours non seulement une forte polarisation des fonctions des territoires au sein du Grand Luxembourg (0,76 emploi par habitant au Luxembourg contre 0,31 dans sa périphérie) mais aussi une absence de dynamique de convergence (le ratio ayant cru de 0,06 point au Luxembourg et étant resté quasi stable dans la périphérie). Les territoires frontaliers intégrés dans cet espace fonctionnel connaissent une dynamique positive, mais plus faible, de l'emploi (+3% contre +10% dans le reste de la Grande Région et +35% au Luxembourg), tout en bénéficiant d'une meilleure dynamique démographique (+5% contre +2%).

Grande Région et Grand Luxembourg



	Ratio emploi / habitant		Evolution 2011-2022	
	2011	2022	Emploi	Population
Ensemble de la Grande Région	0,34	0,37	+11,2%	+3,3%
Grand Luxembourg (Centre + périphérie*)	0,41	0,44	+16,6%	+10,0%
Luxembourg (Centre*)	0,70	0,76	+35,4%	+25,9%
Territoires frontaliers (Périphérie*)	0,32	0,31	+2,6%	+4,7%
Reste de la Grande Région (Contrôle*)	0,32	0,35	+9,6%	+1,8%

Données : offices statistiques nationaux et régionaux, calculs IDEA

* La "périphérie" comprend les territoires voisins du Luxembourg où vivent l'essentiel des travailleurs frontaliers. Le Grand Luxembourg comprend cette périphérie ainsi que le Grand-Duché, tandis que le territoire de "contrôle" représente l'ensemble des territoires de la Grande Région qui ne sont pas compris dans le Grand Luxembourg.

Le degré d'intégration au Grand Luxembourg semble jouer un rôle sur les dynamiques d'emploi et démographique, en particulier à proximité des frontières. En effet, l'emploi a diminué dans la 1^{ère} couronne de la périphérie (-5%), alors qu'il a progressé dans la 2^{ème} et 3^{ème} couronne (respectivement +5,5 % et +3,3 %). A l'inverse, la démographie a été significativement plus dynamique à mesure qu'on s'approche du centre (passant de +3,2% en 3^{ème} couronne à +4,7% en 2^{ème} et à +8,4% en 1^{ère} couronne).

Les données observées dans ce document de travail suggèrent une corrélation négative entre la part des frontaliers et l'évolution du ratio emploi par habitant au sein de la périphérie du Grand Luxembourg. Plus la part des frontaliers est importante, moins le ratio emploi par habitant a tendance à évoluer favorablement. La proximité du Luxembourg semble donc exercer une influence défavorable sur le ratio emploi par habitant, même si cet effet est contrasté en fonction des pays et que d'autres facteurs peuvent également intervenir.

Du point de vue de l'emploi, aucune convergence n'apparaît entre le centre économique grand-ducal et les territoires frontaliers. L'analyse suggère dans certains cas que la proximité à la frontière luxembourgeoise est un facteur freinant le développement de l'emploi. En revanche, sur le plan de la démographie, les territoires frontaliers voient leur population augmenter significativement plus rapidement qu'en dehors de l'influence grand-ducale, attestant d'un lien positif évident entre l'intégration transfrontalière au Grand Luxembourg et la dynamique démographique, un constat qui n'est pas neutre dans une Grande Région où les dynamiques démographiques sont relativement défavorables. Il est possible de considérer qu'une forme de rattrapage s'opère ici.

D'autres indicateurs mériteraient d'être observés pour continuer de creuser les différentes facettes liées au concept de convergence : niveau de revenus, prix, évolutions du tissu entrepreneurial, prix du logement, PIB, niveau d'éducation, indicateurs de qualité de vie, etc. A ce titre, il ne s'agit là que d'une première exploration, néanmoins originale compte tenu notamment du spectre territorial étudié.

Les principaux résultats de ce Document de Travail mettent en évidence que la poursuite de l'intégration transfrontalière a continué à amplifier une spécialisation des territoires : ceux qui concentrent les emplois ont toujours plus vocation à le faire tandis que d'autres se transforment toujours plus en territoires résidentiels. Ce constat, propre à d'autres métropoles, peut devenir problématique dès lors qu'une frontière administrative « forte » empêche l'émergence d'un réel projet concerté entre ces territoires. L'absence d'une véritable politique de coopération visant à limiter les conséquences de la polarisation est le principal enjeu qui se dessine ici.

Lire le Document de Travail N°33

